

- Rien n'est plus désastreux qu'un investissement rationnel
- dans un monde qui ne l'est pas.
J.M. Keynes

Compassion et pusillanimité, Vecteurs de croissance ?

La lettre financière du 15 juillet mentionnait que le gouvernement allemand se préoccupait bien davantage de l'utilisation de l'argent de ses concitoyens que le français. Ce propos faisait suite à l'attitude allemande exigeant un véritable contrôle des fonds alloués à la Grèce comparée au laxisme français prêt à faire confiance les yeux fermés à un Etat falsifiant ses comptes depuis vingt ans. Mais la photo d'un enfant retrouvé mort sur la plage ayant bouleversé le monde entier et incité la chancelière allemande à déclarer vouloir accueillir 800.000 réfugiés, la compassion de Madame Merkel risque de coûter cher. En dehors de tout jugement moral, les Etats n'ayant pas de sentiments, en initiant un mouvement migratoire sans précédent, l'Allemagne a involontairement aggravé la crise des institutions européennes, le droit de demande d'asile s'étant transformé en droit d'ignorer les frontières et en droit d'exiger le pouvoir de se rendre dans le pays européen de son choix.

Madame Merkel, qui jusqu'à présent avait géré l'Allemagne en Mutti, a donc pris un risque qui n'impacte pas seulement son pays, mais aussi les fondations de l'Europe toute entière. Exceptés les dirigeants d'une minorité de pays Balkans qui estiment que défendre leurs frontières fait encore partie de leurs prérogatives régaliennes, les autres pays concernés font preuve d'une pusillanimité coupable. Pour autant, la jungle de Calais démontre que la plupart des migrants ne sont pas à la recherche du meilleur système social, le français dont ils ne veulent pas étant bien plus généreux que l'anglais.

Pour l'Allemagne, ces migrants compensent une natalité défailante et

procurent aux employeurs une main d'œuvre bon marché. Mais tous les réfugiés n'étant pas employables, l'accueil de ces centaines de milliers de personnes aura évidemment une incidence sur le budget fédéral. A court terme, cette arrivée en Allemagne et dans d'autres pays, vu leurs besoins à satisfaire, devrait avoir un impact positif sur la croissance. En effet, très critique jusqu'à présent sur la politique monétaire jugée laxiste de Mario Draghi à la BCE, le gouvernement allemand devrait se montrer plus compréhensif et laisser tourner la planche à billets pour ne pas avoir à augmenter brutalement les impôts. Ce laisser aller monétaire pour ne pas braquer les citoyens allemands devrait donc être une bonne nouvelle pour les autres Etats membres de la zone euro.

Les difficultés de la Chine, à l'origine des chutes des marchés financiers de cet été, devraient s'atténuer, aucune économie ne pouvant durablement espérer doubler tous les dix ans. Il faudra donc s'habituer à voir son taux de croissance descendre en dessous de 7%. Les taux américains ne risquent guère de remonter, ou si peu, l'impact sur son économie de la baisse des cours du pétrole ayant coupé l'élan donné par l'extraction du pétrole et du gaz de schiste. L'Amérique latine, avec le Brésil, l'Argentine et le Venezuela gangrenés soit par la corruption, soit par l'incompétence, est un continent émergent en difficulté.

L'Europe est donc la grande gagnante de la baisse des cours du pétrole mais l'épargnant qui veut éviter de perdre de l'argent n'aura malheureusement bientôt plus d'autres choix que de prendre des risques. A l'heure des taux d'emprunts négatifs et où l'Allemagne est en train de prévoir une réforme interdisant les taux garantis sur les contrats d'assurance à partir de 2016, ce sont les fonds euros français qui risquent de subir une vraie révolution. Mario Schneider